

# La N-VA agite l'autre carte communautaire

■ Le parti de Bart De Wever ne joue plus l'opposition aux francophones, mais aux musulmans.

Analyse Antoine Clevers

Cinq ans de "stand still" communautaire pour un parti séparatiste. Une éternité. Une misère. La N-VA, forte de ses 32,4 % des voix aux élections fédérales de 2014, a accepté de s'y résoudre. De mettre ses prétentions communautaires au frigo. Le temps – au moins ? – d'une législature et d'embarquer dans le gouvernement fédéral dirigé par le francophone Charles Michel (MR).

La N-VA l'a payé. Pendant deux ans et demi, elle a souffert dans les sondages (avoisinant les 25 % des intentions de vote), au profit du Vlaams Belang. Ponctuellement, elle faisait des piquûres de rappel communautaire. Notamment par l'intermédiaire de la ministre flamande Liesbeth Homans, qui s'obstine par exemple à refuser la nomination du bourgmestre de Linkebeek (les francophones Damien Thiéry puis Yves Ghequiere). Ou, en janvier 2016, lorsque le président Bart De Wever en personne annonçait le lancement d'une réflexion sur l'avenir institutionnel du pays. Vaines tentatives. Au point que les députés fédéraux Hendrik Vuyt et Veerle Wouters, censés mener cette réflexion, ont fini par quitter le parti. Un comble.

## Message recentré

Alors, petit à petit, la N-VA a recentré son message. Elle est sortie du discours communautaire belgo-belge – Flamands vs francophones – en jouant l'autre carte communautaire. Celle qui oppose le "bon" Belge, ou plutôt le "bon" Flamand, au supposé étranger qui refuserait de s'intégrer. Comprenez: le musulman.

Le parti était déjà très en pointe sur les politiques sécuritaires et migratoires. Sur la remise en cause des accords de Schengen, sur le statut de réfugié ou sur l'octroi des visas humanitaires, par exemple. Avec le secrétaire d'Etat Theo Francken en figure de proue. Mais depuis plusieurs mois, il a durci et recentré son discours. S'il est électoralement de bon ton de montrer une certaine fermeté à l'égard du radicalisme religieux (lisez: le radicalisme islamiste...), la N-VA est le premier parti du gouvernement à cibler aussi directement les musulmans. Assez semblable à ce que faisait Nicolas Sarkozy en France.

C'est ainsi que, l'été dernier, les nationalistes importaient chez nous la polémique française sur le burkini. Tout récemment, à l'image de ce qu'on a vu aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Autriche, ils se sont opposés à la tenue sur notre territoire de meetings électoraux en faveur du président turc Recep Tayyip Erdogan (dans le contexte du référendum qui doit renforcer ses pouvoirs). Le choix de Bart De Wever en faveur de Zuhale Demir pour succéder à la très terne secrétaire d'Etat fédérale Elke Sleurs participe à la même logique. M<sup>me</sup> Demir est d'origine kurde, des opposants de la première heure au chef de l'Etat turc. Message subliminal: c'est Zuhale Demir elle-même – entraînant la N-VA dans son sillage – qui s'oppose aux dérives autoritaires islamistes du président Erdogan.

### L'attaque d'Anvers

Le 23 mars, c'est M. De Wever, dans son costume de bourgmestre d'Anvers, qui surcom-muniquait autour d'un possible attentat terroriste déjoué dans la métropole. La semaine dernière, M<sup>me</sup> Homans créait la polémique à propos de la fermeture d'une mosquée en Flandre (lire ci-contre). Et ce week-end, Zuhail Demir lançait une charge très violente contre le CD&V, pourtant partenaire de gouvernement au fédéral et en Flandre. Elle accusait le président Wouter Beke de considérer les musulmans comme du "bétail électoral".

Dans les sondages, la stratégie fonctionne. Après avoir stoppé l'érosion des intentions de vote, la N-VA est parvenue à redresser la barre, à 28,3% dans le dernier baromètre de "La Libre". Très loin devant tous ses poursuivants. Politiquement, elle réussit la gageure, quelles que soient les thématiques abordées, à dicter l'agenda politique mois après mois, obligeant les autres formations à se positionner par rapport à elle. Y compris sur un sujet aussi sensible que le radicalisme religieux, ce qui n'est certainement pas évident pour les libéraux de l'Open VLD ou les chrétiens démocrates du CD&V.

Et pendant ce temps-là, le Premier ministre, lui, "recadre" les ministres N-VA (Demir et Francken ces derniers jours, Van Overtveldt en novembre dernier). Encore et encore.